

U.S.A.

Les limites du pacifisme

Henri Beley

L'ampleur du récent « moratoire » pacifiste a frappé tous les observateurs : c'est par millions que les Américains « de toutes les conditions sociales » (mais appartenant surtout, en fait, à la « middle-class ») sont descendus dans la rue, ont prié dans les temples, les églises et les synagogues, se sont arrêtés symboliquement de travailler, se sont assis sur les marches du Capitole, ont sonné le glas à 40.000 reprises (une fois pour chaque « boy » tué) dans plusieurs villes, ont récité à Wall Street la liste des 40.000 noms devant des hommes d'affaires et des agents de change souvent attentifs, ont pris la parole dans les gares, ont fait du porte-à-porte dans les quartiers populaires, etc.

Il y a trois ans, ils étaient cinquante mille à descendre la Fifth Avenue et à se réunir à Central Park. Aujourd'hui, le maire de New York se place à la tête des contestataires en ordonnant la mise en berne de tous les drapeaux de sa ville. L'évolution des esprits est donc incontestable : tandis que les « jusqu'au-boutistes » conservent leur effectif d'autrefois, le camp du libéralisme s'est considérablement renforcé. Selon le dernier sondage de la grande chaîne de TV C.B.S., 72 % des Américains sont en faveur d'un retrait des troupes (dont 44 % pour un retrait graduel).

Quoi qu'il en ait dit, Nixon est donc forcé de tenir compte d'une opposition aussi massivement exprimée, d'autant plus que le retrait de l'armée U.S. n'est pas seulement réclamé par des millions d'Américains, mais aussi par les milieux de la haute finance. Le « complexe industriel-militaire » est seul aujourd'hui à trouver des avantages dans la poursuite d'une guerre perdue. Il est vrai que la puissance de ce groupe de pression est si considérable que les négociations de Paris traînent en longueur... Toujours est-il que Nixon a « marqué le coup », puisque des bruits courent déjà que 300.000 G.I.'s vont être évacués en 1970...

Il serait donc absurde de sous-estimer l'efficacité politique d'une opposition qui s'est aussi ouvertement manifestée dans l'opinion publique. Mais il



Agip

serait tout aussi absurde de la surestimer. La quantité, en effet, n'est pas la qualité. Le nombre des mécontents s'est considérablement accru, mais les méthodes d'action, comme le sens profond de cette « contestation », sont demeurées les mêmes que jadis. Les libéraux s'enchanteront devant le caractère si « typiquement américain » des formes de protestation : une telle spécificité ne fait que cacher, en réalité, la faiblesse du niveau de politisation. Il ne faut donc pas s'étonner si, comme il y a trois ans, la classe ouvrière — écrasée par le poids de l'idéologie bourgeoise — est restée indifférente, voire même hostile. Comme il y a trois ans enfin, c'est au nom du « patriotisme » que les pacifistes mettent en cause la politique gouvernementale. Or — on ne le dira jamais assez — l'Amérique est le seul pays du monde où « l'esprit du capitalisme » et « l'esprit national » se confondent. Se vouloir Américain, c'est, pour tout nouveau citoyen, sacrifier à l'autel de « l'American way of life », c'est-à-dire à l'expression la plus parfaite de l'idéologie bour-

geoise. Et s'opposer au capitalisme, c'est, pour tout révolutionnaire américain, s'opposer à « l'American way of life », c'est-à-dire à l'Amérique elle-même. Tout révolutionnaire américain en vient donc fatalement, comme Malcolm X, à déclarer : « Je ne suis pas Américain ». Etre révolutionnaire aux U.S.A. implique, plus encore qu'ailleurs, le refus global du « système ».

Aussi n'est-il pas surprenant que le courant pacifiste, drapeau étoile en tête, ne puisse parvenir à dépasser les limites d'une opposition aux formes « typiquement américaines » c'est-à-dire pittoresques et propres à s'attirer les sympathies du « Figaro ». Certes, la majorité des Américains en a aujourd'hui assez de la guerre du Vietnam : telle est la réalité mise en évidence par le dernier « moratoire ». Mais parmi ces Américains, combien vont jusqu'à mettre en cause l'ensemble de la politique étrangère des Etats-Unis ? Le caractère réactionnaire de celle-ci frappe pourtant tous les observateurs un peu attentifs. Ce n'est pas un journal de gauche, mais la très patronale revue française «Entreprise» qui, dans son numéro du 11 octobre

dernier, constatait, par exemple, que la politique des U.S.A. en Méditerranée « consiste à créer des points forts en développant l'économie des pays qui leur sont acquis. Grèce, Iran, Israël, Maroc et Espagne seront dans les années à venir l'objet de tous leurs soins. C'est ce que Richard Nixon a dit à Golda Meir, le Premier ministre israélien, la semaine dernière. »

La liste de ces cinq «points forts» est éloquent. En Méditerranée, comme en Asie du Sud-Est, en Afrique et en Amérique latine, la « démocratie » américaine, fidèle à ses traditions, accorde une fois de plus son soutien privilégié aux Etats les plus réactionnaires ! Les fibres démocratiques de la plupart des Américains n'en vibrent pas outre mesure... Est-ce se montrer trop pessimiste que d'estimer improbable à moyen terme l'organisation d'un « moratoire » qui canaliserait l'opposition de millions d'Américains non plus seulement contre la guerre du Vietnam, mais contre l'impérialisme américain ? □